

6^E CIRCONSCRIPTION DE LOIRE-ATLANTIQUE - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DE BALLOTAGE DU 30 NOVEMBRE 1958

Nestor ROMBEAUT et Henri COURONNÉ

s'adressent aux Électrices et Électeurs de la 6^{ème} Circonscription.

Pendant trois semaines, nous avons exposé, en équipe, le programme sur lequel nous vous demandions de voter et vous nous avez fait confiance puisque par les 11.212 voix que vous nous avez accordées, vous nous avez assuré la première place au scrutin de dimanche. Que toutes celles et tous ceux qui nous ont fait confiance soient remerciés de leur geste civique, que nous les invitons à renouveler dimanche prochain.

Notre pays sort d'une crise dans laquelle il a failli sombrer. Pour la deuxième fois, l'intervention du général de GAULLE lui a permis de se ressaisir et de sauvegarder sa liberté et ses institutions démocratiques.

Pour assurer au régime la stabilité que le chef du gouvernement veut lui donner et à laquelle nous aspirons tous, nous vous avons présenté un programme qui comporte en priorité :

L'Association de la Population et de ses organisations à la direction de la Nation,
et qui veut réaliser :

Une Politique de Liberté : individuelle, de la presse, d'association, de réunion, de l'enseignement.

Une Politique de Paix par une loyale association avec les anciens T.O.M., en Algérie, par la réalisation des solutions économiques, sociales et politiques préconisées par le Général de GAULLE, dans le discours de Constantine et la conférence de presse qui a suivi.

Une Politique Économique comportant une planification souple assurant la répartition des investissements pour le service de la population et assurant le développement des économies régionales.

Une Politique Agricole comportant une expansion, assurant un pouvoir d'achat décent à ceux qui vivent de la terre, leur assurant une protection sociale efficace, des crédits collectifs et privés assurant le maintien et le développement des exploitations familiales.

Une Politique de Jeunes par la réforme et la démocratisation de l'enseignement, le développement de l'enseignement technique, la formation d'enseignants nombreux, la création de postes de travail assurant le plein emploi.

Une Politique Sociale susceptible de répondre aux multiples revendications des différentes couches de la société et qui pourrait trouver sa place dans la réalisation d'une véritable sécurité sociale, œuvre de solidarité nationale et moyen de répartition du revenu national vers ceux qui sont sans ressources, du fait de la maladie, l'invalidité, la mutilation, l'âge...

Une Politique Européenne mettant à notre disposition un marché de 160 millions d'habitants et faisant de l'Europe une cellule vivante génératrice de Paix, de Bien-Être et de Progrès.

Dimanche prochain, 30 novembre, nous revenons devant vous avec ce même programme.

Vous qui nous avez assuré la première place le 23 novembre, vous nous confirmerez votre confiance.

Vous qui n'avez pas cru devoir nous apporter vos voix, pour des raisons que nous respectons, vous réfléchirez à notre programme.

Vous qui vous êtes abstenus, vous mesurerez l'enjeu de cette consultation.

Et vous voterez POUR QUE LA V^e RÉPUBLIQUE RÉALISE UNE POLITIQUE DE JUSTICE ET DE PROGRÈS SOCIAL.

N. ROMBEAUT - H. COURONNÉ.

RECEIVED BY THE SECRETARY OF THE STATE

LE 30 NOVEMBRE 1955

PROJET DE LOI

relative à l'organisation de l'enseignement de la philosophie

Le Sénat a adopté, le 22 novembre 1955, le projet de loi relatif à l'organisation de l'enseignement de la philosophie, présenté par le Gouvernement.

Le projet de loi a pour objet de modifier l'organisation de l'enseignement de la philosophie dans les lycées et collèges, et de créer une section de philosophie dans les lycées.

Le projet de loi est divisé en quatre articles.

Le premier article dispose que le ministre de l'Éducation nationale est autorisé à modifier l'organisation de l'enseignement de la philosophie dans les lycées et collèges.

Le deuxième article dispose que le ministre de l'Éducation nationale est autorisé à créer une section de philosophie dans les lycées.

Le troisième article dispose que le ministre de l'Éducation nationale est autorisé à modifier l'organisation de l'enseignement de la philosophie dans les lycées et collèges.

Le quatrième article dispose que le ministre de l'Éducation nationale est autorisé à créer une section de philosophie dans les lycées.

Le projet de loi est adopté par le Sénat le 22 novembre 1955.

Le projet de loi est adopté par l'Assemblée nationale le 22 novembre 1955.

Le projet de loi est adopté par le Parlement le 22 novembre 1955.

Le projet de loi est adopté par le Parlement le 22 novembre 1955.

Le projet de loi est adopté par le Parlement le 22 novembre 1955.

Le projet de loi est adopté par le Parlement le 22 novembre 1955.

Le projet de loi est adopté par le Parlement le 22 novembre 1955.

PROJET DE LOI